

COMMUNE DES TROIS-ILETS

---

**PLAN LOCAL D'URBANISME**

---

---

ANNEXE D. 6

Servitudes relatives à la protection des installations sportives à l'exception de celles réservées à usage familial et des terrains de sports provisoires.

Loi du 26 Mai 1941.

---

Interdiction, sauf en cas d'autorisation préalable du Ministre chargé des Sports, d'exécuter des travaux ayant pour effet la suppression totale ou partielle d'installations sportives ou de nature à en modifier l'affectation.

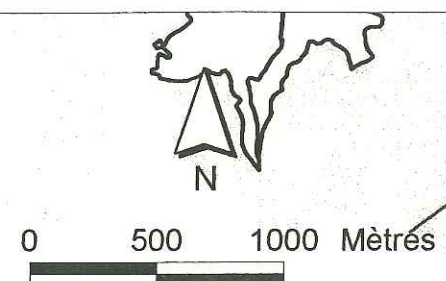
-----

Service Gestionnaire : Direction Jeunesse & Sports



# LES TROIS-ILETS

## Monuments protégés



### 1 Eglise

Edifice classé parmi les monuments historiques par arrêté du 05 janvier 1993

### 2 Ruines de la sucrerie de la pagerie

Inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 17 avril 1979



AGENCE D'URBANISME ET  
D'AMENAGEMENT DE LA MARTINIQUE  
Octobre 1997

Fond de plan : source IGN



COMMUNE DES TROIS-ILETS

ANNEXE D.2

**PLAN LOCAL D'URBANISME**

Servitudes de Protection des Monuments Historiques

—— Eglise

—— Ruines de la Sucrerie de la Pagerie.

Dressé par le G.U.

SERVITUDE INSCRIPTION

Obligation pour les propriétaires d'avertir le ministre de la Culture & de la Communication 4 mois avant d'entreprendre des travaux modifiant l'immeuble.

SERVITUDE DE CLASSEMENT

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du Ministre compétent avant d'entreprendre tout travail de restauration ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble.

SERVITUDE ABORDS DANS UN RAYON DE 500 METRES

- Obligation pour le propriétaire de tels immeubles de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc...) de toute démolition, de tout déboisement.

- Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France.

- Interdiction d'installer des campings ou aires de stationnement sans autorisation préfectorale.



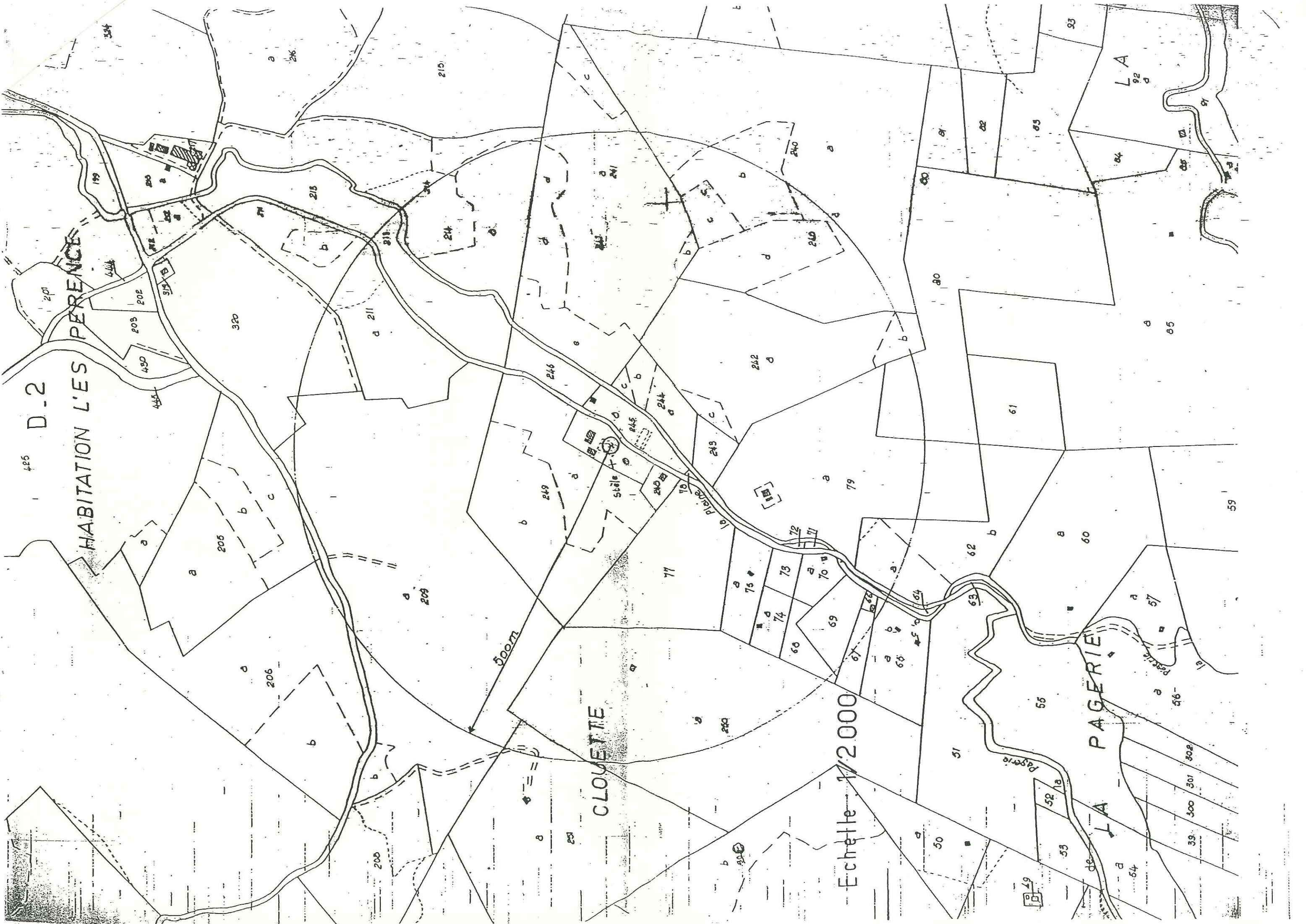
D-2

HABITATION L'ESPERANCE

CLOUETTE

Echelle 1/2000

LA PAGERIE





# PLAN LOCAL D'URBANISME

# SERVITUDES AERONAUTIQUES

## Zones de Protection

## Annexe au POS

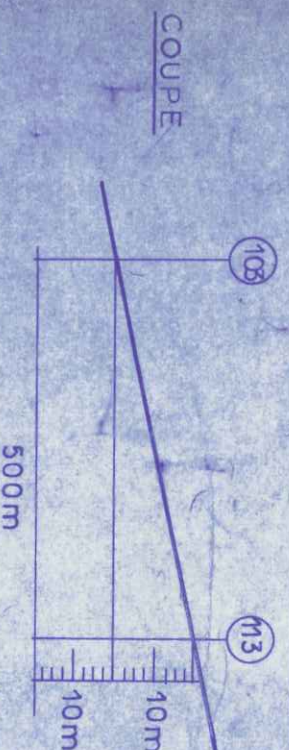
Publicé le .....

Approuve le.....

Echelle: 1 / 20.000

[illegible]

PENTE DES PLANS DE DEGAGEMENT 2%.



Zone de dépassement  
du sol naturel

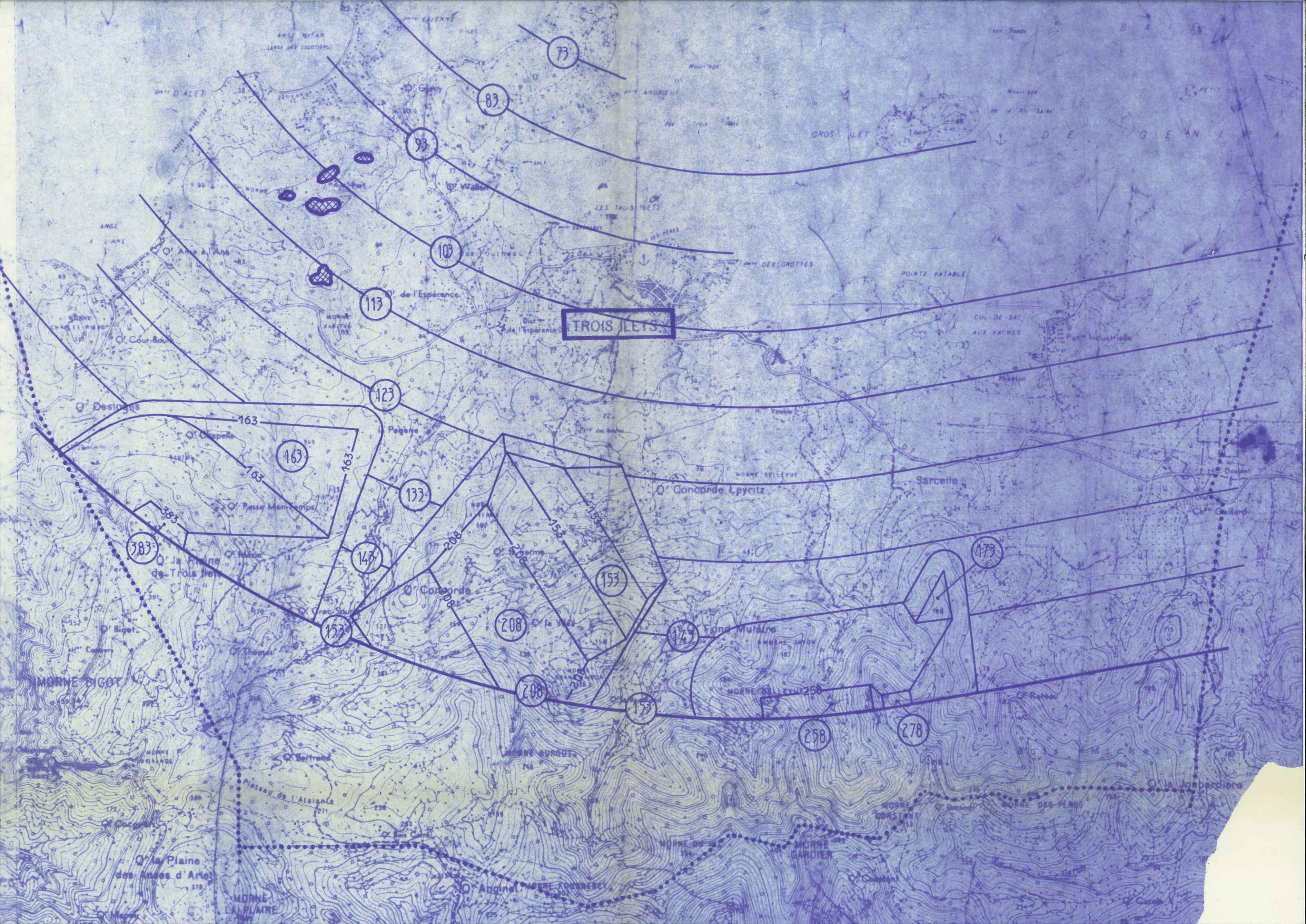
Pour les obstacles minces (lignes électriques basse tension, pylônes, cheminées d'usine etc.), ces cotes doivent être diminuées de 10 mètres.

Pour les lignes électriques, d'un voltage supérieur à 500 volts (1ère catégorie), ces cotes doivent être diminuées de 25 mètres dans les trouées d'envol.

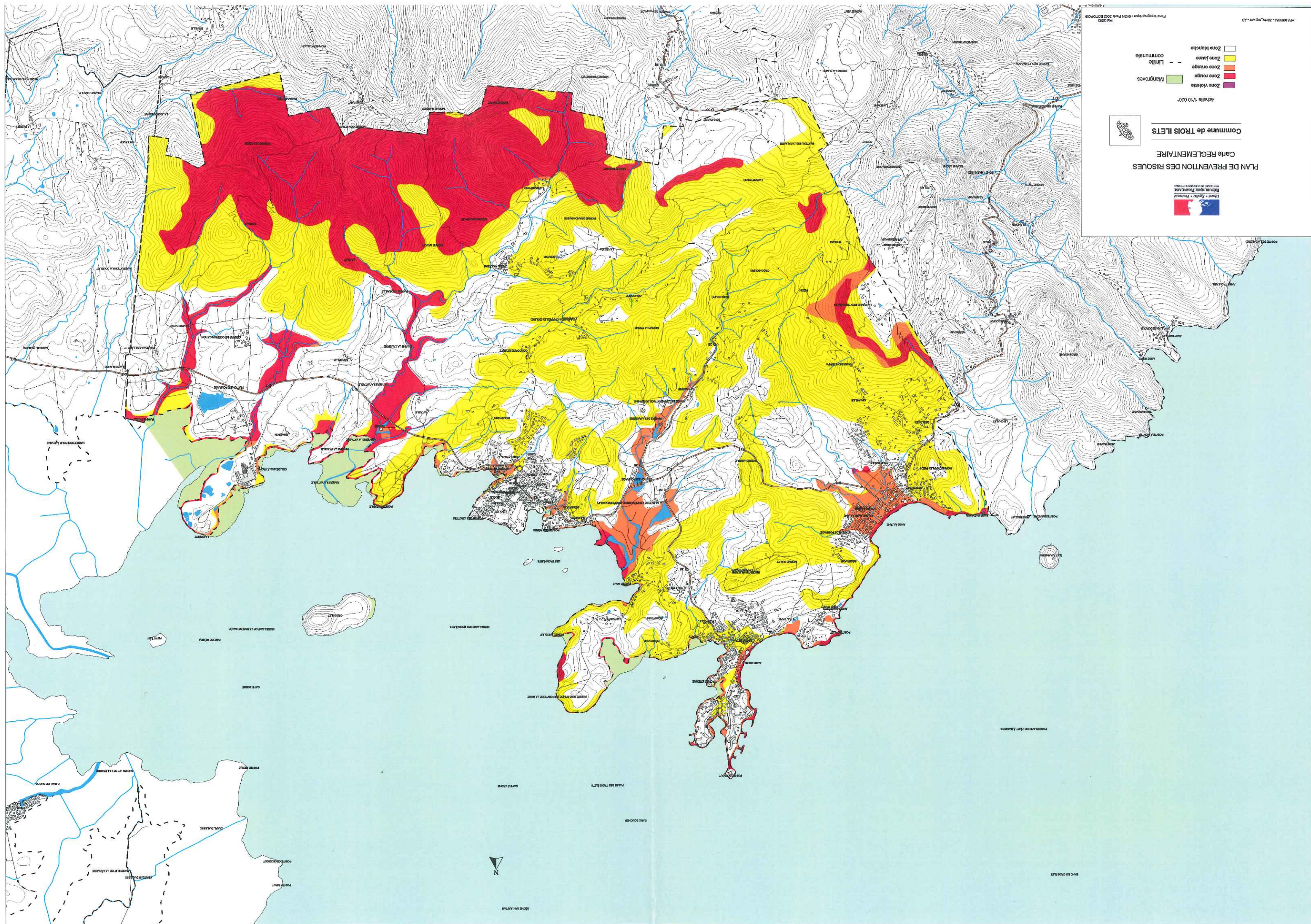
Des marges de sécurité ne sont pas applicables aux obstacles minces et aux lignes électriques

- a) défrisés par des obstacles massifs
- b) situés sous les servitudes particulières définies ci-après
- c) situés sous les zones de dérogation aux servitudes normales (voir notice explicative paragraphe "Modifications apportées aux servitudes normales").











COMMUNE DES TROIS-ILETS

ANNEXE D.1

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Servitudes de Protection des Forêts.

En application des articles L 151-1 à L 151-6 du Code forestier.

QUARTIER	PARCELLES	
	Section	N°
La Wallay	C	159
		163
		164
		166
		167
		168
		169
		170
		173
		175
		174
		177
		179
		180
Les Trois Ilets	C	183
		184
		253
Habitation Vatable	H	254
		255
		122
		151
		134
		28
		29
		30
		37
		17



COMMUNE DE TROIS ILETS

QUARTIER	PARCELLE	
	Section	N°
Le Wallon	C	147 148
La Pointe	C	150 151 187 188
Derrière le Couvent	D	16



#### ARTICLE L. 151-1

Aucun four à chaux ou à plâtre, soit temporaire, soit permanent aucune briqueterie ou tuilerie, ne peuvent être établis à l'intérieur et à moins d'un kilomètre des forêts sans autorisation administrative, sous peine d'une amende contraventionnelle et de démolition des établissements.

#### ARTICLE L. 151-2

Aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar ne peut être établi, sans autorisation administrative, sous quelque prétexte que ce soit, à l'intérieur et à moins d'un kilomètre des bois et forêts, sous peine d'une amende contraventionnelle et de la démolition dans le mois, à dater du jour du jugement qui l'aura ordonnée.

#### ARTICLE L. 151-3

Aucun atelier à façonner le bois, aucun chantier ou magasin pour faire le commerce du bois ne peut être établi sans autorisation administrative dans les maisons ou fermes situées dans un rayon de 500 mètres des bois et forêts soumis au régime forestier, sous peine d'une amende contraventionnelle et de la confiscation des bois.

L'autorisation administrative peut être retirée lorsque les bénéficiaires ont subi une condamnation pour infraction forestière.

#### ARTICLE L. 151-4

Aucune usine à scier le bois ne peut être établie à l'intérieur et à moins de 2 km de distance des bois et forêts qu'avec une autorisation administrative, sous peine d'une amende contraventionnelle et de la démolition dans le mois, à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

#### ARTICLE L. 151-5

Sont exceptées des dispositions des articles L. 151-3 et L. 151-4 les maisons et les usines qui font partie des villes, villages ou hameaux formant une population agglomérée, bien qu'elles soient situées aux distances des bois et forêts fixées par ces articles.

#### ARTICLE L. 151-6

Les usines, hangars et autres établissements autorisés en vertu des articles L. 151-1 à L. 151-4 sont soumis aux visites des ingénieurs en service à l'office national des forêts et des agents assermentés de cet établissement, qui peuvent y faire toutes perquisitions sans l'assistance d'un officier de police judiciaire, pourvu qu'ils se présentent au nombre de deux au moins ou qu'ils soient accompagnés de deux témoins domiciliés dans la commune.